



05/10/2017

# Mensonge ! ... par omission

Depuis de nombreuses semaines, le gouvernement engage des réformes qui vont pénaliser lourdement la vie professionnelle et familiale de près de 6 millions de citoyens que représentent les agents de la fonction publique.

Alors que nous dénonçons, avec l'ensemble des centrales syndicales, une atteinte aux conditions de travail déjà dégradées et une baisse programmée du pouvoir d'achat des agents dès janvier 2018, une communication gouvernementale savamment orchestrée voudrait nous faire croire le contraire !

**La fédération des services publics CFE-CGC persiste et signe :**

**Non, les fonctionnaires ne seront pas,  
comme on tente de nous le faire entendre,  
les « grands gagnants » de cette vaste mascarade !**

Poursuivant l'unique objectif d'inverser la courbe des dépenses publiques, le gouvernement tente, à grand renfort de battage médiatique, d'imposer à l'opinion publique une vision tronquée des conséquences futures de ses réformes.

Sur le dossier de la hausse de la CSG, notamment, on nous fait aujourd'hui miroiter des contre-parties qui, au final, n'en seront pas !

**ON  
NOUS  
MENT !**



**La fédération des services publics CFE-CGC dénonce des pertes de salaire net prévisibles variant de 100€ à plus de 1200 € annuels selon les grades et situations administratives des agents qui seront pénalisés, et ce, jusqu'à leur fin de carrière.**

Le scénario de pseudo-compensation de hausse de la CSG privilégié par le gouvernement aura donc de lourdes conséquences sur le budget des agents et de leur famille.

La fédération des services publics CFE-CGC refuse l'instauration de ce dispositif qui entraînerait, à grade et fonction équivalents, de telles inégalités de traitement, foncièrement inacceptables au sein de la fonction publique.

Pire, certains d'entre nous, seront tout simplement exclus de la moindre compensation financière à la hausse de cet impôt à commencer par l'ensemble des retraités de la fonction publique !



**LE MARDI 10 OCTOBRE 2017  
ENSEMBLE DEFENDONS NOS DROITS  
DEFENDONS NOTRE POUVOIR D'ACHAT**